

LES TRAVAILLEURS DU GAZ NE DOIVENT PAS ÊTRE SACRIFIÉS

La transition énergétique est devenue une urgence incontournable. Le secteur gazier, pierre angulaire de l'approvisionnement énergétique en France et en Europe, doit évoluer vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Pourtant, cette transformation menace directement les emplois et les conditions de travail des salariés, si elle n'est pas accompagnée de garanties sociales solides. L'accord de transition juste, conçu pour protéger les travailleurs, n'a pas été signé. **Eurogas, le syndicat patronal européen**, a bloqué cet accord crucial, compromettant ainsi l'avenir de milliers de salariés.

L'ACCORD DE TRANSITION JUSTE : UN CADRE ESSENTIEL POUR LES TRAVAILLEURS

- **Sécuriser les emplois** en protégeant les salariés contre les licenciements massifs causés par la réduction des énergies fossiles;
- **Développer les compétences** en offrant aux travailleurs des formations adaptées aux nouvelles technologies et aux nouveaux métiers, en particulier dans le domaine des gaz renouvelables comme le biométhane et l'hydrogène;

- **Accompagner les reconversions professionnelles** pour que les salariés puissent évoluer vers des postes pérennes dans un secteur en mutation, en garantissant des conditions de travail dignes.

Cet accord aurait permis de structurer une transition à la fois écologique et sociale, en évitant que les travailleurs ne soient laissés pour compte.

EUROGAS DIT NON !

Après neuf mois de négociations, les employeurs ont fait marche arrière au moment de la signature. Ce refus représente une menace directe pour les salariés du secteur gazier. En bloquant cet accord, le syndicat patronal choisit de faire passer les profits avant les droits des travailleurs, préférant ne pas s'engager dans des mesures contraignantes pour accompagner la transformation du secteur.

Les entreprises du secteur, représentées par Eurogas, mettent en péril des milliers d'emplois en refusant d'investir dans la formation, la reconversion et la sécurité de l'emploi. Le message est clair : les travailleurs sont les grands oubliés de la transition énergétique.

...

ENGIE : QUEL RÔLE DANS CE REFUS ?

En tant que premier employeur du secteur gazier en France et membre influent d'Eurogas, **ENGIE** se retrouve au cœur des interrogations. Le leader de la transition énergétique, qui affiche des ambitions de neutralité carbone d'ici à 2045, peut-il cautionner un refus de signer un accord de transition juste ?

ENGIE, en tant que membre d'Eurogas, doit clarifier sa position. Le groupe, qui se veut à l'avant-garde des énergies renouvelables, doit également assumer ses responsabilités sociales envers ses salariés. La transition énergétique ne peut être crédible que si elle s'accompagne de protections sociales fortes. Le silence d'ENGIE sur ce refus laisse penser que le groupe privilégie ses intérêts financiers à court terme au détriment des travailleurs. Pourtant, cette transition ne pourra pas réussir sans une réelle prise en compte des enjeux sociaux.

Les salariés de **GRDF**, filiale d'ENGIE, sont déjà confrontés à une baisse de la consommation de gaz, combinée aux retards dans la mise en place des infrastructures de gaz renouvelables. Les risques de suppressions d'emplois sont bien réels, et sans cadre protecteur comme l'accord de transition juste, les travailleurs se retrouvent dans une situation d'incertitude totale.

UNE TRANSITION SANS JUSTICE SOCIALE ?

La **FNME-CGT** le répète: la transition énergétique doit être **socialement juste**. Elle ne peut se faire au détriment des travailleurs. Les transformations profondes du secteur gazier nécessitent des investissements massifs dans les compétences, la formation et la sécurisation des parcours professionnels. Refuser cet engagement, c'est condamner des milliers de salariés à la précarité.

La transition énergétique ne peut être un prétexte pour dégrader les conditions de travail et supprimer des emplois. Si les employeurs, dont ENGIE, veulent réellement réussir cette transition, ils doivent s'engager à protéger leurs salariés et à garantir une reconversion professionnelle digne.

Nous demandons également à la **Commission européenne** de proposer une directive garantissant la protection des travailleurs face aux bouleversements du secteur énergétique. Les entreprises doivent être tenues de respecter leurs engagements sociaux, sous peine de faire échouer la transition énergétique.

La FNME-CGT reste mobilisée pour obtenir des garanties de haut niveau pour les travailleurs et défendre leurs droits face à une stratégie de profit à court terme des employeurs.

**LE SERVICE PUBLIC
EST UNE ÉNERGIE**

D'AVENIR

**MOBILISÉS
POUR VOUS**